

COMMUNE DE Tignes

Département de la Savoie

PLU

PLAN LOCAL D'URBANISME



MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1

NOTE DE PRESENTATION

Plan Local d'Urbanisme approuvé le : 30 septembre 2019
Modification n° 1 approuvée le : 08 août 2023
Modification simplifiée n°1 approuvée le :

Le Maire,
Serge REVIAL



SOMMAIRE

1. La procédure de modification simplifiée du PLU

1.1. Objectifs communaux de la modification simplifiée n°1	3
1.2. Justification de la procédure de mise en œuvre	3

2. Justifications des modifications apportées

2.1. Cadrer les règles de stationnement au plus près des besoins	7
2.2. Rectification d'erreurs matérielles sur le règlement graphique	9
2.3. Rectification d'erreurs matérielles sur le règlement écrit	12
2.4. Evolution de la règle pour permettre l'agrandissement ou la construction de bâtiments à usage d'habitation et faciliter la réalisation de programme comportant des logements locatifs sociaux et logements de personnels	14
2.5. OAP thématiques	17

3. Incidence du projet sur l'environnement

	20
--	----

1 - La procédure de modification simplifiée du PLU

1.1. OBJECTIFS COMMUNAUX DE LA MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1

Le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la commune de Tignes a été approuvé par délibération du Conseil Municipal le 30 septembre 2019. Il a connu une modification, le 08 août 2023.

Dans un objectif constant d'amélioration du document, le Maire de la commune a prescrit par **arrêté N°2024/43 du 30 mai 2024** une procédure de **Modification Simplifiée n°1 du PLU**, qui poursuit les objectifs suivants :

- Ajout d'une mention dans les dispositions générales liées à des possibilités de dérogations (des articles 4.2) pour des programmes particuliers ;
- Rectification d'erreurs matérielles sur le règlement graphique et écrit ;
- Evolution de la règle pour permettre l'agrandissement ou la construction de bâtiments à usage d'habitation et faciliter la réalisation de programmes comportant des logements locatifs sociaux et logements de personnel dans les zones UD et UDb ;
- Ajout d'établissements ciblés dans l'OAP « Hébergements hôteliers et touristiques » pour changement de destination.

1.2. JUSTIFICATION DE LA PROCEDURE MISE EN OEUVRE

♦ Les modifications concernant le règlement visent essentiellement à :

- Améliorer les règles de stationnement pour des programmes particuliers, afin de favoriser la création de logements permanents ou saisonniers, par l'ajout d'une mention dans les dispositions générales.

Cette mention est cohérente avec l'évolution des mobilités et de la politique mobilité conduite par la commune ;

- Rectification d'erreurs matérielles sur le règlement graphique et écrit.
Ces erreurs matérielles sont corrigées dans le cadre de cette procédure de modification simplifiée n°1 du PLU ;
- Evolution de la règle pour permettre l'agrandissement ou la construction de bâtiments à usage d'habitation et faciliter la réalisation de programme comportant des logements locatifs sociaux et logements de personnel.

En effet, de nombreuses activités, le tourisme, l'hôtellerie-restauration, l'animation socio-culturelle et sportive, nécessitent une main d'œuvre importante sur certaines périodes de l'année.

Le recrutement de travailleurs est indispensable pour l'économie des territoires qui dépendent d'activités saisonnières.

Le recrutement des salariés en nombre suffisant et avec les compétences requises est de plus en plus difficile.

Cette difficulté de recrutement est multifactorielle ;

La difficulté principale étant l'hébergement.

L'objectif de la modification est bien de faciliter la réalisation de logements de personnel.

♦ **Les modifications proposées permettent également de procéder à quelques ajustements :**

- Ajout d'établissements dans l'OAP « Hébergements hôtelier et touristiques » pour changement de destination.

Des évolutions qui n'entrent pas dans le champ de la révisions :

Au regard de l'article L.153-31 du code de l'urbanisme, **une révision générale du document ne s'impose pas**, car les dispositions proposées :

- **Ne modifient pas** les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) ;
- **Ne réduisent pas** un espace boisé classé (EBC), une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ;
- **Ne réduisent pas** une protection édictée en raison des risques de nuisances, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisances ;
- **N'ouvrent pas** à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier ;
- **Ne créent pas** des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

Des évolutions qui rentrent dans le champ d'application simplifiée :

D'après l'article L.153-36 du code de l'urbanisme, la procédure entre dans le cadre d'une modification. Deux types de procédures peuvent être engagées :

- ♦ la modification de droit commun (article L.153-41 du code de l'urbanisme) ;
- ♦ la modification simplifiée (article L.153-45 du code de l'urbanisme).

Or, la procédure **n'entre pas dans le cadre d'une modification de droit commun** puisqu'elle :

- **ne majore pas** de plus de 20% les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan ;

- **ne diminue pas** ces possibilités de construire ;
- **ne réduit pas** la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser ;
- **n'applique pas** l'article L.131-9 du code de l'urbanisme.

Ces éléments seront plus précisément justifiés par la suite.

Cela permet ainsi d'appliquer une procédure de modification simplifiée conformément à l'article L.153-45 du code de l'urbanisme.

Cette procédure étant à l'initiative du Maire :

Article L.153-45 du Code de l'Urbanisme :

La modification peut être effectuée selon une procédure simplifiée :

- 1° dans les cas autres que ceux mentionnés à l'article L.153-41 ;
- 2° dans les cas de majoration des droits à construire prévus à l'article L.151-28 ;
- 3° dans le cas où elle a uniquement pour objet la rectification d'une erreur matérielle ;
- 4° dans les cas prévus au II de l'article L.153-31.

Cette procédure peut être à l'initiative soit du président de l'établissement public de coopération intercommunale ou du maire d'une commune membre de cet établissement public si la modification ne concerne que le territoire de cette commune, soit du maire sans les autres cas.

Conformément à l'article L.153-47 du Code de l'Urbanisme, **le dossier de modification simplifiée du PLU sera mis à disposition du public pendant une durée d'un mois :**

L'article L.153-47 du CU précise que :

« le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9 sont mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Ces observations sont enregistrées et conservées.

Les modalités de la mise à disposition sont précisées [...] par le conseil municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de cette mise à disposition.[...]

A l'issue de la mise à disposition, le président de l'établissement public ou le maire en présente le bilan devant l'organe délibérant de l'établissement public ou le conseil municipal, qui en délibère et adopte le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public par délibération motivée.[...] ».

Le contenu de la modification simplifiée n°1 du PLU de Tignes respecte les critères fixés par les articles L.153-36 et L.153-45 du code de l'urbanisme.

Les pièces du dossier du PLU concernées par la présente modification sont les suivantes :

- ♦ **Rapport de présentation** : les rapports de présentation du PLU sont complétés avec le rapport de présentation de la modification simplifiée n°1 du PLU ;
- ♦ **Règlement écrit** : le règlement écrit est modifié en cohérence avec les objectifs fixés ;
- ♦ **Plans de zonage** : les plans de zonage sont modifiés pour intégrer les diverses rectifications ;
- ♦ **Orientation d'Aménagement et de Programmation** : l'OAP « Hébergements hôteliers et touristiques » est modifiée en cohérence avec la modification apportée dans le cadre de la procédure.

Une procédure soumise à une demande de cas par cas auprès de l'autorité environnementale

La procédure fait l'objet d'une **demande de cas par cas auprès de la Mission Régional d'Autorité Environnementale (MRAe)**, puisque n'étant pas systématiquement soumise à évaluation environnementale (L.104-1 et L.104-3 du code de l'urbanisme).

En cas de décision soumettant le projet à évaluation environnementale, l'ensemble de la procédure, et notamment le rapport de présentation, sera complétée pour intégrer un complément à l'évaluation environnementale actuelle.

2 - Justifications des modifications apportées

Nota Bene :

Les évolutions entre le règlement actuellement opposable et le règlement concerné par la présente procédure sont explicitées et mises en évidence de la manière suivante :

- Suppression d'éléments en **rouge barré** dans le corps du texte ;
- Ajout d'élément en **surligné jaune** dans le corp du texte.

Les justifications des modifications apportées apparaissent en **bleu** ci-après.

2.1. CADRER LES REGLES DE STATIONNEMENT AU PLUS PRES DES BESOINS

❖ **Partie du règlement concernée par la modification :**

Titre 1 – dispositions générales

Article 4 : articulation des règles du Plan Local d'Urbanisme avec d'autres dispositions relatives à l'occupation des sols

Stationnement de véhicules

Rédaction avant modification	Rédaction après modification
<p><i>(...)Emplacements réservés :</i></p> <p>Les emplacements réservés (article L.151-41 du Code de l'urbanisme) figurent dans le dossier en annexe et sur le document graphique. Ils concernent les :</p> <ul style="list-style-type: none">• Équipements publics ou d'intérêt général ;• Espaces verts ou terrains de sport publics ;• Voiries et aires de stationnement. <p>(...)</p>	<p><i>(...)Emplacements réservés :</i></p> <p>Les emplacements réservés (article L.151-41 du Code de l'urbanisme) figurent dans le dossier en annexe et sur le document graphique. Ils concernent les :</p> <ul style="list-style-type: none">• Équipements publics ou d'intérêt général ;• Espaces verts ou terrains de sport publics ;• Voiries et aires de stationnement. <p><i>Stationnement des véhicules :</i></p> <p>A compter de la mise en œuvre de l'OAP Déplacement permettant une desserte en transport en commun et la construction de stationnements publics, l'obligation de réaliser des places de stationnement de véhicules ne s'impose pas dans le cas d'une construction de logements de personnels permanents ou saisonniers et locatifs sociaux, si ladite construction est située à moins de 300 m d'un arrêt de transport en commun et/ou d'un parking public.</p> <p>(...)</p>

Justification :

Une mention, cohérente avec l'évolution des mobilités et de la politique mobilité conduite par la commune, liée à des possibilités de dérogations pour des programmes particuliers, pour lesquels le besoin en stationnement de véhicules motorisés est différentes, est ajoutée afin de faciliter la création de logements de personnels permanents ou saisonniers et locatifs sociaux pour renforcer les capacités d'accueil.

La définition de ces logements « personnels permanents ou saisonniers et locatifs sociaux » est ajoutée dans le but de cadrer au maximum leur utilisation.

Cette évolution réaffirme l'engagement de la collectivité pour le développement équilibré de la station, prenant en compte les besoins des travailleurs.

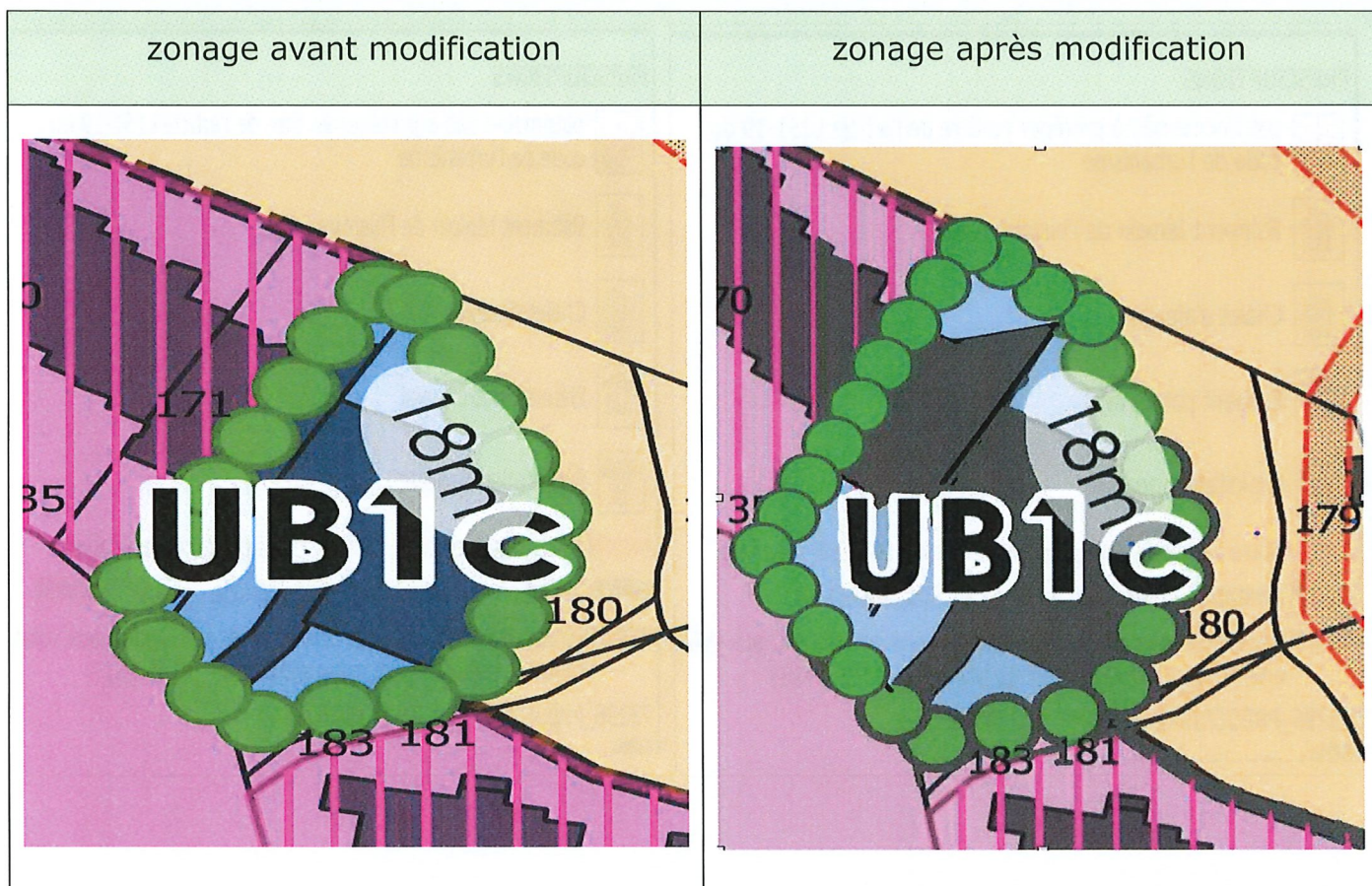
2.2. RECTIFICATION D'ERREURS MATERIELLES SUR LE REGLEMENT GRAPHIQUE

❖ Partie du règlement concernée par la modification :

Plan 4.2 – Val Claret

Zone UB1c

périmètre de la règle sur l'épannelage



Justification :

Une erreur matérielle partageait le bâtiment existant l'hôtel « La Vanoise » en 2 zones .

Ce qui impliquait deux règles différentes pour le même bâtiment.

L'objectif est d'étendre la zone UB1c



Zone Urbanisée très dense à dominante de grands ensembles à l'ambition architecturale forte

et le périmètre de prescription pour les limitations de hauteur





















hauteur maximale

pour l'ensemble de l'hôtel « La Vanoise » Val Claret.

La modification est purement matérielle.

- ❖ **Partie du règlement concernée par la modification :**
Légende s'appliquant pour la lecture des plans
Prescriptions – limitation de hauteur
inscrire R151-39 et non 151-41

légende avant modification	légende après modification
<p>PRESCRIPTIONS</p> <p> patrimoine bâti à protéger au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme</p> <p> Bâtiment témoin de l'histoire rurale</p> <p> Chalet d'alpage</p> <p> Élément patrimonial</p> <p> Exploitation agricole</p> <p> Autre : équipements, réseaux et emplacements réservés</p> <p> Limitation de hauteur au titre de l'article R151-41</p> <p> Règles d'implantation des constructions par rapport aux voies emprises publiques et limites séparatives (L151-18)</p> <p>73296_PRESCRIPTION_SURF_20230808</p> <p> ...</p>	<p>PRESCRIPTIONS</p> <p> patrimoine bâti à protéger au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme</p> <p> Bâtiment témoin de l'histoire rurale</p> <p> Chalet d'alpage</p> <p> Élément patrimonial</p> <p> Exploitation agricole</p> <p> Autre : équipements, réseaux et emplacements réservés</p> <p> Limitation de hauteur au titre de l'article R151-41 R151-39</p> <p> Règles d'implantation des constructions par rapport aux voies emprises publiques et limites séparatives (L151-18)</p> <p>73296_PRESCRIPTION_SURF_20230808</p> <p> ...</p>

Justification :

Une erreur de n° d'article était insérée dans la légende au titre des prescriptions pour la limitation de hauteur.

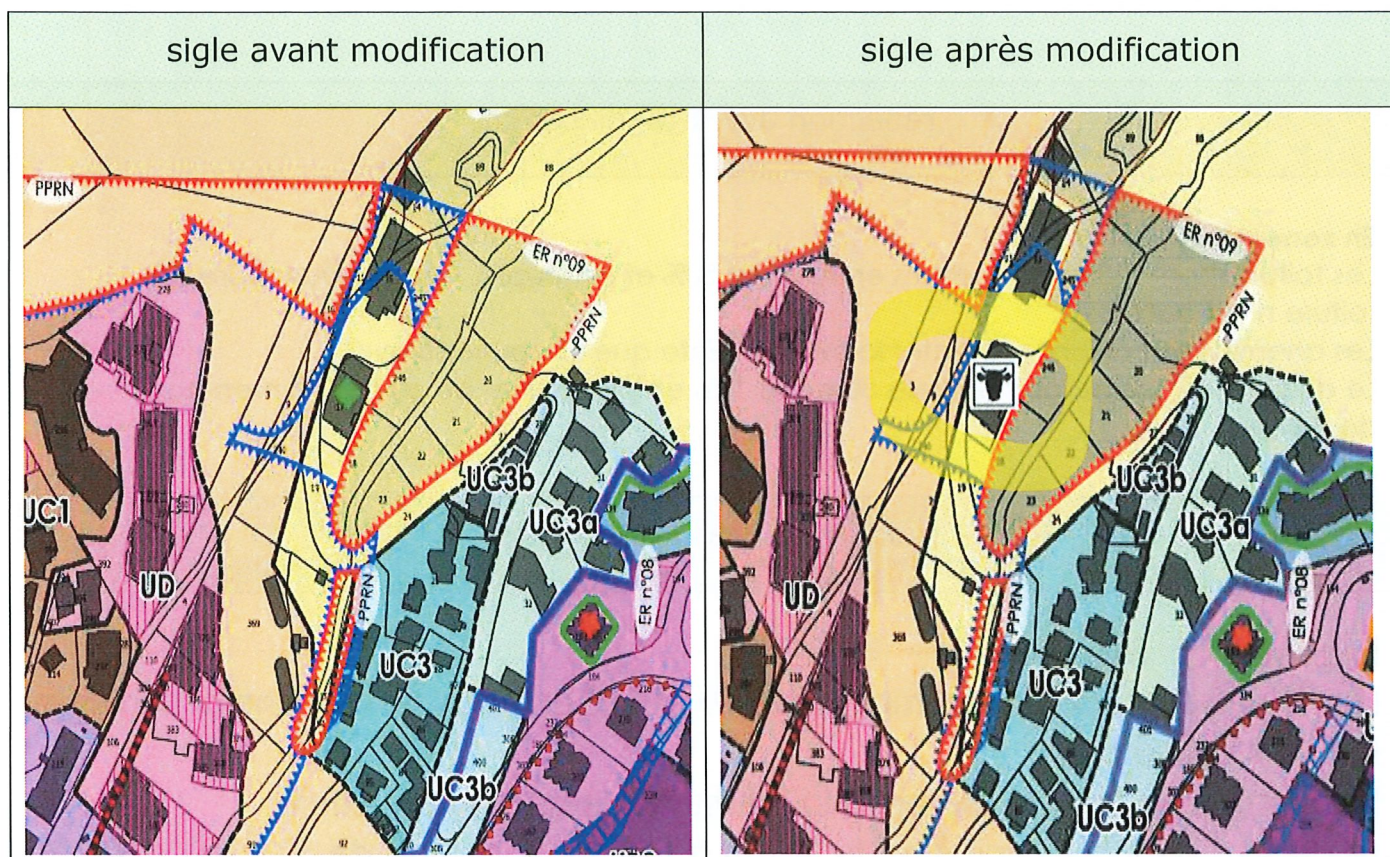
Il convient de retirer la référence pour la remplacer par l'article R151-39 correspondant à la règle à appliquer.

La modification est purement matérielle.

❖ **Partie du règlement concernée par la modification :**

Prescriptions - Exploitation agricole

inscrire le bon sigle sur la carte



Justification :

Le sigle pour désigner une exploitation agricole n'est pas représenté correctement sur la carte.

Il convient d'utiliser le sigle de la légende et non un carré vert

La modification est purement matérielle.

2.3. RECTIFICATION D'ERREURS MATERIELLES SUR LE REGLEMENT ECRIT

- ❖ **Partie du règlement concernée par la rectification :**
1.2. caractéristiques urbaines, architecturales, naturelles et paysagères
Article 2.2 Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère
Toiture
Zone UAa

rédaction avant modification

En zone UAa :

Les toitures sont à 2 pans compris entre 30 et 50% et en lauzes. Aucune ouverture en toiture n'est autorisée.

Les cheminées doivent présenter la même teinte que la couverture.

Le débord de toiture doit être de 80 cm à 1 m en pignons et de 50 à 60 cm en bas de pente.

rédaction après modification

En zone UAa , UAa1 et UAa2 :

Les toitures sont à 2 pans compris entre 30 et 50% et en lauzes. Aucune ouverture en toiture n'est autorisée.

Les cheminées doivent présenter la même teinte que la couverture.

Le débord de toiture doit être de 80 cm à 1 m en pignons et de 50 à 60 cm en bas de pente.

Justification :

**Les zones UAa1 et UAa2 ont été oubliés à la suite de la zone UAa.
Il convient d'ajouter les zones en tête du paragraphe.**

- ❖ **Partie du règlement concernée par la rectification :**
 - 1.2. caractéristiques urbaines, architecturales, naturelles et paysagères**
 - Article 2.1 Volumétrie et implantation des constructions**
 - Hauteur**
 - Zone UB2, UB2a et UB2c**

rédaction avant modification

- Hauteur :

La hauteur des constructions est mesurée de tout point du bâtiment jusqu'au sol existant avant travaux, à son aplomb.

Ne sont pas comptés les édicules et ouvrages techniques (ascenseur, cheminée, ventilation...) ainsi que les équipements liés aux énergies renouvelables.

La hauteur maximale des constructions ainsi définie est fixée à :

- ⊖ **UB2, UB2a et UB2c : 15.00 m**
Pour les immeubles collectifs existants à destination d'habitation ciblés dans l'OAP Hébergements hôteliers et touristiques, la hauteur de l'étage supplémentaire doit être de 3.50m maximum.

rédaction après modification

- Hauteur :

La hauteur des constructions est mesurée de tout point du bâtiment jusqu'au sol existant avant travaux, à son aplomb.

Ne sont pas comptés les édicules et ouvrages techniques (ascenseur, cheminée, ventilation...) ainsi que les équipements liés aux énergies renouvelables.

La hauteur maximale des constructions ainsi définie est fixée à :

- ⊖ **UB2, UB2a et UB2c : 15.00 m**
Pour les immeubles collectifs existants à destination d'habitation ciblés dans l'OAP Hébergements hôteliers et touristiques, la hauteur de l'étage supplémentaire doit être de 3.50m maximum.
- **Les bâtiments concernés par une prescription de hauteur maximale au document graphique, conformément à l'article R.151-39 du code de l'urbanisme, peuvent réaliser une unique surélévation d'une hauteur maximale de 3m50.**

Justification :

Un périmètre a été matérialisé dans le règlement graphique pour indiquer une règle de hauteur maximale sur certain bâtiment dans les zones UB2, UB2a et UB2c.

La règle de hauteur pour cette prescription avait été oubliée dans le règlement écrit.

La modification est purement matérielle.

2.4. EVOLUTION DE LA REGLE POUR PERMETTRE L'AGRANDISSEMENT OU LA CONSTRUCTION DE BATIMENTS A USAGE D'HABITATION ET FACILITER LA REALISATION DE PROGRAMME COMPORTANT DES LOGEMENTS LOCATIFS SOCIAUX ET LOGEMENTS DE PERSONNEL DANS LES ZONES UD et UDb

- ❖ **Partie du règlement concernée par la rectification :**
8.2. caractéristiques urbaines, architecturales, naturelles et paysagères
Article 2.1 Volumétrie et implantation des constructions
Hauteur
Zone UD

rédaction avant modification

- Hauteur :

La hauteur des constructions est mesurée de tout point du bâtiment jusqu'au sol existant avant travaux, à son aplomb.

Ne sont pas comptés les édicules et ouvrages techniques (ascenseur, cheminée, ventilation...) ainsi que les équipements liés aux énergies renouvelables.

- **En zone UD** la hauteur maximale des constructions est fixée à 15 m 00 excepté sur la zone dont les hauteurs reprennent un principe d'épannelage tel que présenté au document graphique et selon le schéma suivant (extrait de zonage) :

rédaction après modification

- Hauteur :

La hauteur des constructions est mesurée de tout point du bâtiment jusqu'au sol existant avant travaux, à son aplomb.

Ne sont pas comptés les édicules et ouvrages techniques (ascenseur, cheminée, ventilation...) ainsi que les équipements liés aux énergies renouvelables.

- **En zone UD** la hauteur maximale des constructions est fixée à 15 m 00, **excepté pour les nouvelles constructions accolées à un bâtiment existant où la hauteur maximale toutes superstructures comprises devront respecter la hauteur du bâtiment existant,**
excepté sur la zone dont les hauteurs reprennent un principe d'épannelage tel que présenté au document graphique et selon le schéma suivant (extrait de zonage) :

Justification :

Cette modification vise à donner plus de souplesse aux projets de création de logements permanents ou saisonniers. Elle permet potentiellement d'économiser du foncier au sol et de produire plus de logements.

Cette exception à la règle ne permet pas de majorer les possibilités de construire à l'échelle de la zone de plus de 20% et donc est conforme aux principes de la procédure de modification simplifiée.

Cette évolution réaffirme l'engagement de la collectivité pour le développement équilibré de la station, prenant en compte les besoins touristiques, mais aussi des travailleurs.

❖ **Partie du règlement concernée par la rectification :**

8.1 affectation des zones et destinations des constructions

1.2. caractéristiques urbaines, architecturales, naturelles et paysagères

Article 1.2 Types d'activités, destinations et sous destinations soumis à conditions particulières

Zone UDb

rédaction avant modification

- Sont soumises à conditions, **en zone UDb**, les occupations et utilisations suivantes :
 - Les nouvelles constructions à destination d'artisanat et commerce de détail ainsi que de restauration sont autorisées, dans la mesure où, dès lors que leur nature, leur fonctionnement ou leur fréquentation peuvent induire des nuisances pour le voisinage, toutes les mesures aux fins de garantir la sécurité, la salubrité et la tranquillité publique soient prises.
 - La surface de vente des locaux commerciaux ne doit pas excéder 600 m². Les commerces dont la surface actuelle est supérieure à celle de cette réglementation, peuvent être reconstruits selon la même superficie en cas de déconstruction-reconstruction.
 - Les constructions, ouvrages et travaux à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics.

rédaction après modification

- Sont soumises à conditions, **en zone UDb**, les occupations et utilisations suivantes :
 - Les nouvelles constructions à destination d'habitation destinées au logement de personnels permanents ou saisonniers.
 - Les nouvelles constructions à destination d'artisanat et commerce de détail ainsi que de restauration sont autorisées, dans la mesure où, dès lors que leur nature, leur fonctionnement ou leur fréquentation peuvent induire des nuisances pour le voisinage, toutes les mesures aux fins de garantir la sécurité, la salubrité et la tranquillité publique soient prises.
 - La surface de vente des locaux commerciaux ne doit pas excéder 600 m². Les commerces dont la surface actuelle est supérieure à celle de cette réglementation, peuvent être reconstruits selon la même superficie en cas de déconstruction-reconstruction.
 - Les constructions, ouvrages et travaux à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics.

Justification :

Tout comme la règle pour la zone UD, il est ajouté la possibilité de création de logement de personnels permanents ou saisonniers dans la zone UDB.

Ces évolutions contribuent aux ambitions communales pour faire du PLU un meilleur outil d'accompagnement de la production de logements.

2.5. OAP THEMATIQUES

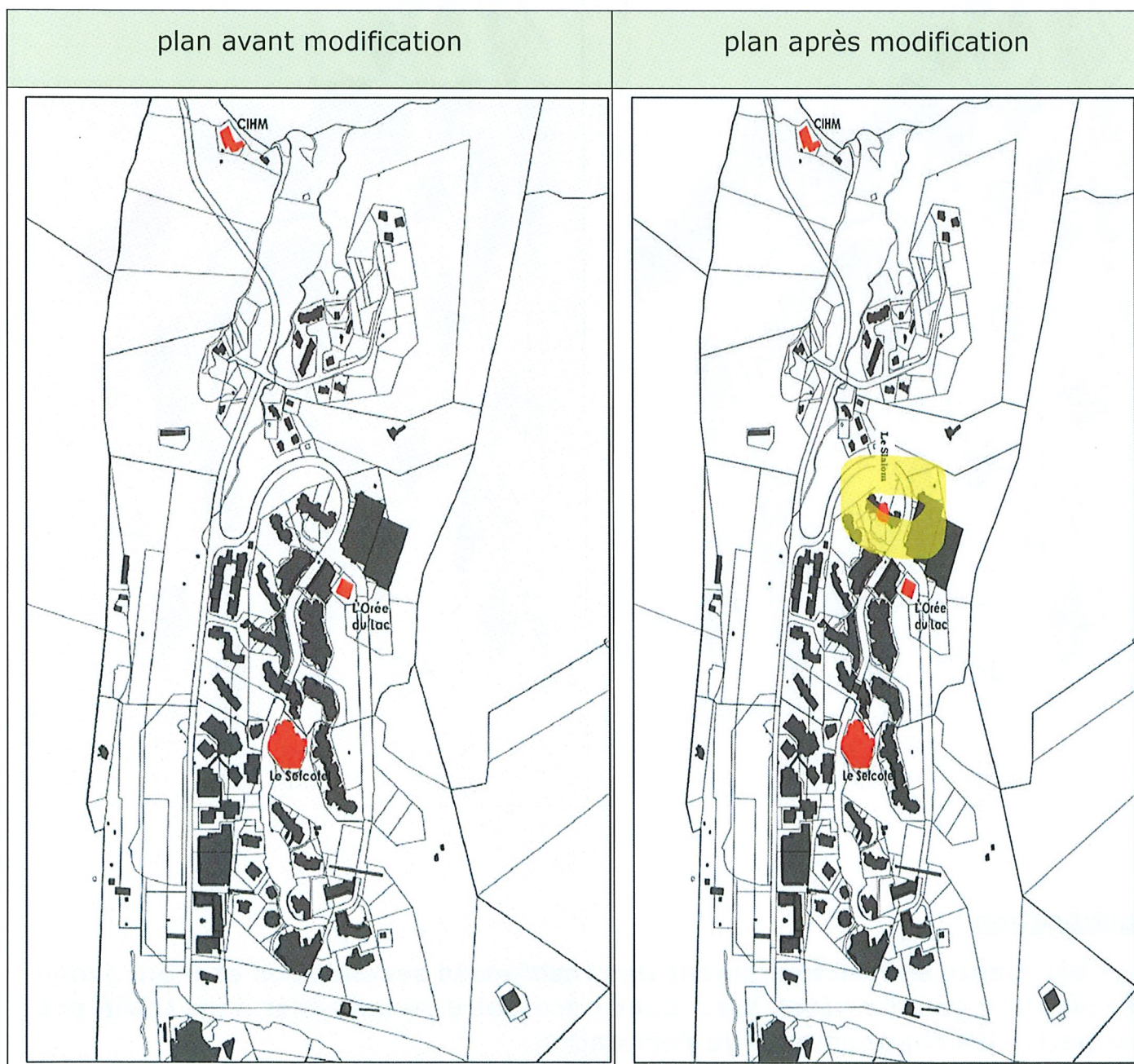
❖ Partie du règlement concernée par la rectification :

2. OAP Hébergements hôteliers et touristiques

Localisation des constructions à destination d'hébergement hôtelier et touristique pouvant changer de destination

Ajout d'établissements ciblés et oubliés dans l'OAP inscrite dans le règlement approuvé le 30 septembre 2019 et sa modification n°1 du 08 août 2023

Val Claret : Etablissement Le Slalom



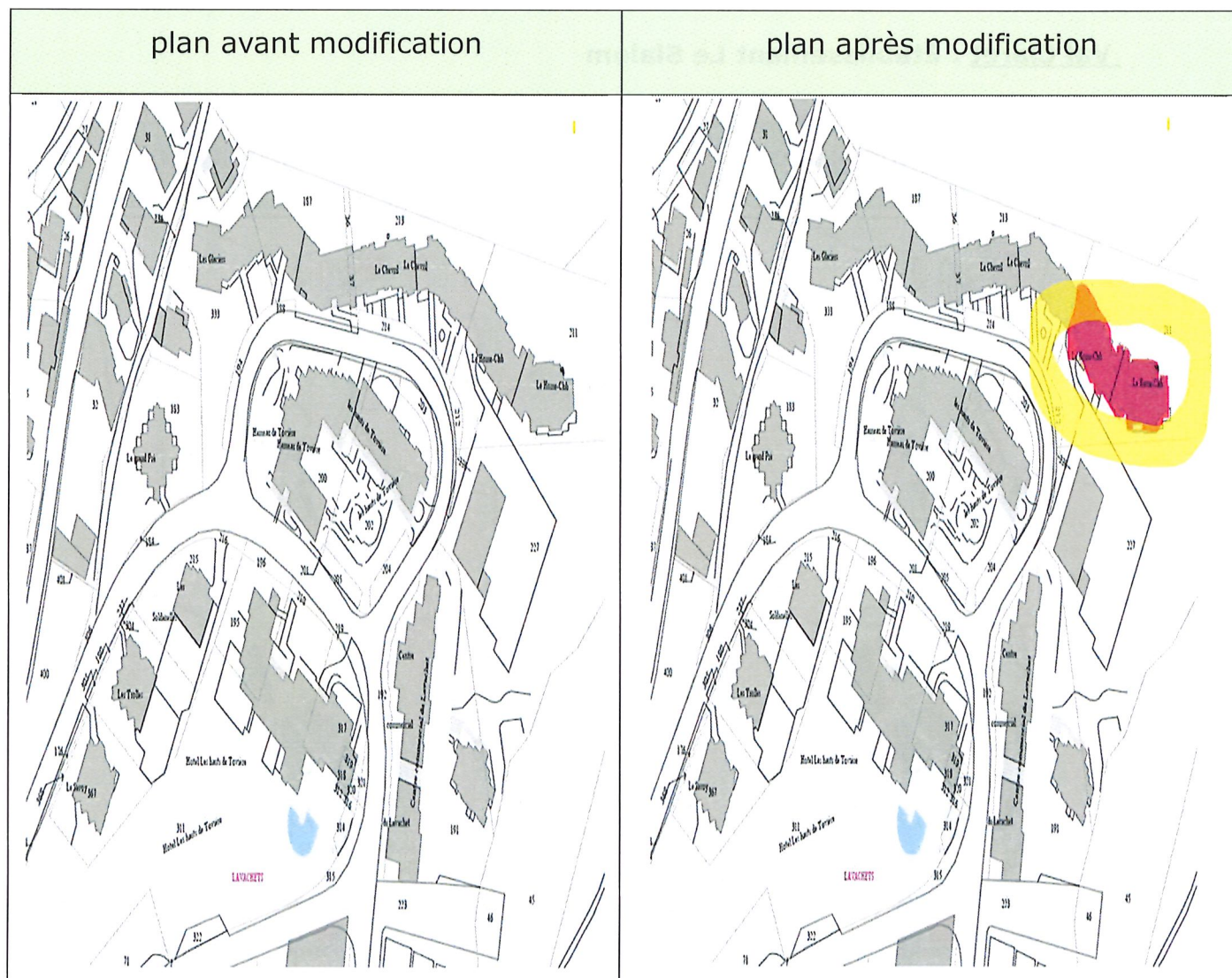
❖ **Partie du règlement concernée par la rectification :**

2. OAP Hébergements hôteliers et touristiques

Localisation des constructions à destination d'hébergement hôtelier et touristique pouvant changer de destination

Ajout d'établissements ciblés et oubliés dans l'OAP inscrite dans le règlement approuvé le 30 septembre 2019 et sa modification n°1 du 08 août 2023

Le Lavachet : Etablissement Le Home-Club



Justification :

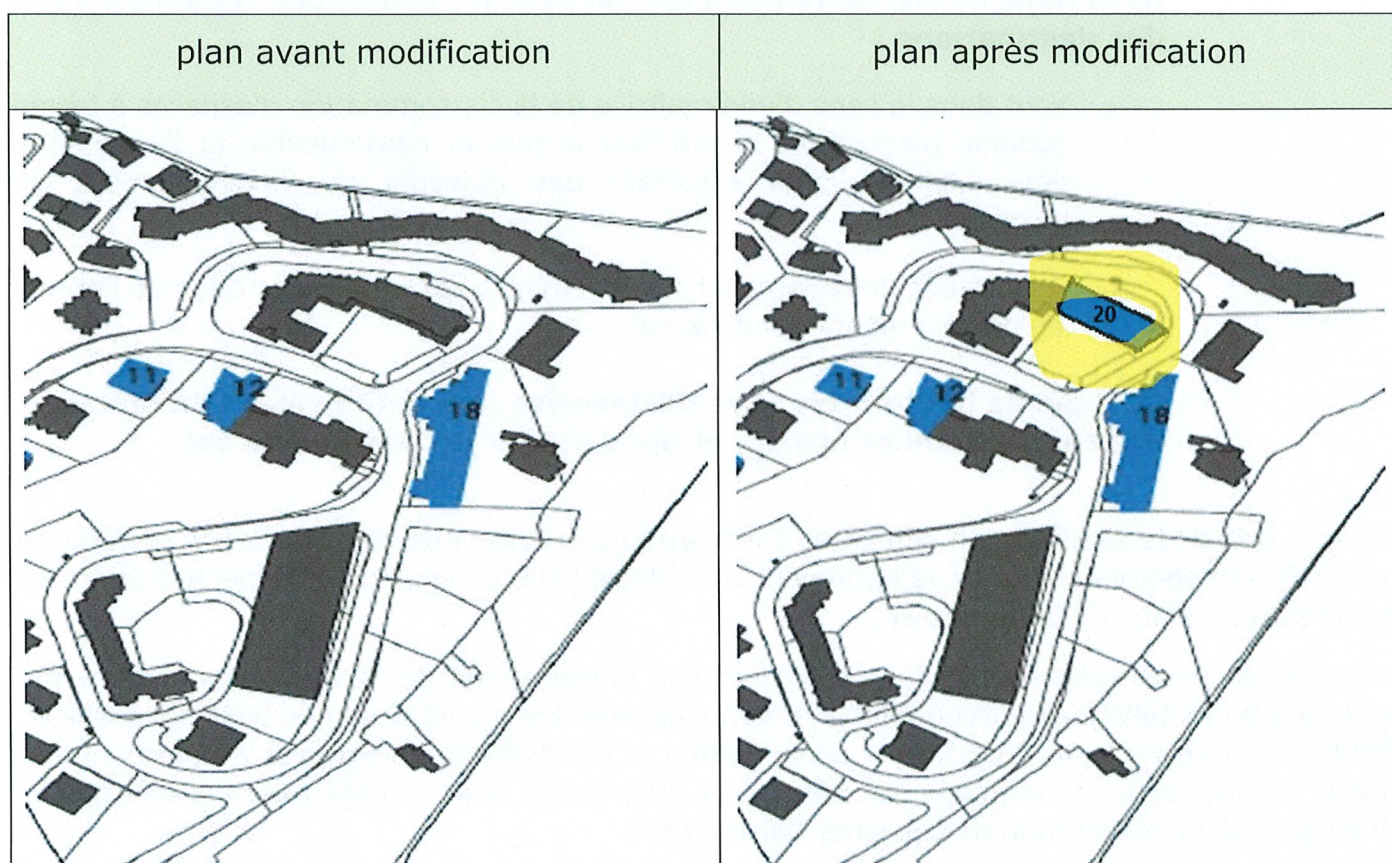
Ces bâtiments sont actuellement des résidences secondaires et n'ont jamais été identifiés comme hôtel, il est donc nécessaire de les cibler dans l'OAP pour permettre les changements de destination.

❖ **Partie du règlement concernée par la rectification :**

2. OAP Hébergements hôteliers et touristiques

**Localisation des immeubles à destination d'habitation pouvant monter d'un étage tout en s'affranchissant des règles de prospects et de stationnement.
Ajout d'un établissement dans l'OAP inscrite dans le règlement approuvé le 30 septembre 2019 et sa modification n°1 du 08 août 2023**

Le Lavachet : - 20) Résidence Les Hauts de Tovière (parcelle AI202)



Justification :

Ce bâtiment, dont les caractéristiques architecturales permettent le rehaussement, peut augmenter d'un étage, pour présenter un programme de logements de mixité sociale.

Les bâtis et entités repérés dans l'OAP « hébergement hôtelier et touristique » pour une surélévation de 1 niveau maximum, doivent respecter les conditions inscrites dans le règlement écrit.

3 - INCIDENCES DU PROJET SUR L'ENVIRONNEMENT

Les incidences du projet sur l'environnement de la présente modification simplifiée n°1 sont nuls ou très faibles, de par la nature des modifications envisagées :

- **La mise ne place de mesures en faveur de la création de logements permanents et pour les travailleurs saisonniers ainsi que l'ajustement de la règle de stationnement en lien avec les évolutions réglementaires des destinations :**
 - Vont dans le sens d'une maîtrise de la consommation d'espaces à terme puisque permettant d'optimiser le foncier constructible et l'immobilier déjà existant, pour atteindre des objectifs de développement du territoire ;
 - Permettent de rapprocher les logements des emplois et donc de limiter les déplacements pendulaires.
- **La règle de hauteur en zone UD favorise une optimisation du foncier, en renouvellement urbain, et donc limiter les besoins au sol.**

Ainsi, le projet de modification simplifiée s'intègre aux orientations et à l'équilibre général du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du PLU en vigueur et respecte également les orientations du SCOT Tarentaise.

Le projet de modification simplifiée ne permet pas la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative les trois sites Natura 2000 au regard de leurs objectifs de conservation ni n'a d'effets temporaires ou permanents, directs ou indirects, ou cumulés sur l'état de conservation des habitats naturels et espèces ayant justifié la désignation de ces sites Natura 2000.

